



Observatoire de la Laïcité du Val d'Oise

Méry-sur-Oise, le 22 septembre 2015

Objet : Demande d'intervention contre les fondamentalistes islamistes

Monsieur Le Ministre,

Les 12 et 13 septembre dernier se tenait, à Pontoise, au parc des expositions, le salon de la femme musulmane.

Aux espaces shopping et restauration s'ajoutaient des conférences réunissant des prédicateurs fondamentalistes, connus pour leurs prêches et conférences filmés et diffusés sur la toile :

- **Rachid Abou Houdagfa**, imam de la mosquée de Brest, proche du collectif contre l'islamophobie en France, enjoint les musulmans à porter le voile islamique sous peine d'encourir les feux de l'enfer dans l'au-delà et des agressions sexuelles dans ce bas monde par le discours suivant : « **si la femme sort sans honneur ; qu'elle ne s'étonne pas que les hommes abusent de cette femme-là**, l'honneur étant assuré par le voile »
- **Nader Abou Anas**, imam de la mosquée du Bourget et président de l'association D' clic explique que « la femme ne sort de chez elle qu'avec la permission de son mari » et « si elle refuse d'accomplir le devoir conjugal sous l'injonction de son mari, alors il craque, c'est normal ». En d'autres termes, **il justifie le viol conjugal**.
- **Hatim Abou Abdillah**, imam de la mosquée de Maisons Alfort, **promet aux femmes** coquettes et parfumées, qu'il nomme « fornicatrices », « **un châtement atroce** ».
- **Eric Younous** quant à lui, considère que **les juifs sont punis par Allah**.
- **Medhi Kabir** taxe les « **mangeurs de cochons** » de « **gens les plus sales** ».

A la lumière de ces propos, nous pouvons aisément rebaptiser ce qui a eu lieu de « **salon fondamentaliste du Val d'Oise** » car, que je sache, les musulmans français, dans leur ensemble, ne cautionnent pas ces points de vue. Ils ne doivent pas être les otages de prédicateurs fondamentalistes et de politiques lâches qui se refusent à leur interdire la tribune.

Les élus locaux et le préfet ont été avertis du danger que représentait la prise de parole de ces individus, sans effet. Doit-on les laisser creuser le lit du FN par cette passivité coupable ?

Par la présente, je vous demande de bien vouloir intervenir dans ce dossier. La cellule de contre-propagande sur Internet doit se saisir de ces vidéos qui fourmillent sur le net, les faire interdire et poursuivre leurs auteurs. On ne peut pas tenir de tels propos sans être inquiet en France. Nos principes républicains sont bafoués par nos élus, qui sont sensés en être les garants, et par les prédicateurs religieux qui jouent sur la peur de ces derniers d'un amalgame qui n'a pas de fondement : les salafistes sont à l'Islam ce que Civitas est aux catholiques. Il est du rôle du ministère de l'Intérieur de combattre toutes les dérives qui s'assimilent à un sectarisme dangereux.

Notre association se tient à votre disposition pour vous fournir les éléments nécessaires sur les dérives observées et combattues sur notre territoire.

Veuillez croire en mes sentiments les plus respectueux.

Laurence Marchand-Taillade
Présidente

Monsieur Bernard Cazeneuve
Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75008 PARIS

Association de loi de 1901 déclarée en sous-préfecture d'Argenteuil sous le n° W951000602

www.observatoirelaicite95.org